

## LE CODE CRIMINEL

**M. John Nunziata (York-Sud—Weston, Lib.):** Monsieur le Président, la deuxième pétition porte sur l'article 745 du Code criminel qui permet aux personnes déclarées coupables de meurtre au premier degré de demander à un tribunal de réduire à 15 ans le délai préalable à leur libération conditionnelle.

Un comité étudie actuellement mon projet de loi d'initiative parlementaire qui abrogerait cet article. Je suis néanmoins heureux de présenter cette pétition aujourd'hui.

## LA FISCALITÉ

**M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.):** Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui une pétition qui a été distribuée partout au Canada. Cette pétition porte la signature d'un certain nombre d'habitants de la région de Calgary, en Alberta.

• (1520)

Les signataires désirent attirer l'attention de la Chambre sur le fait que la gestion d'un foyer familial et la garde d'enfants d'âge préscolaire constituent une profession honorable qui n'a pas été reconnue à sa juste valeur dans notre société.

Ils déclarent que la Loi de l'impôt sur le revenu est discriminatoire envers les familles qui choisissent de soigner à la maison des jeunes enfants, des handicapés, des malades chroniques et des personnes âgées.

Par conséquent, les pétitionnaires prient le Parlement de prendre des initiatives afin d'éliminer la discrimination fiscale contre ces familles qui décident de soigner à la maison des jeunes enfants, des handicapés, des malades chroniques et des personnes âgées.

\* \* \*

## QUESTIONS AU FEUILLETON

**M. Garry Breitzkreuz (Yorkton—Melville, Réf.):** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement afin de demander au leader du gouvernement à la Chambre quand je peux espérer recevoir une réponse à ma question n° 137 qui est inscrite au *Feuilleton* depuis le 6 février 1995.

J'ai demandé une réponse du gouvernement dans les 45 jours. Jusqu'à aujourd'hui, 121 jours se sont écoulés. Je n'ai été que trop patient. J'ai demandé combien d'employés il faudrait et ce qu'il en coûterait, au total, pour administrer la loi actuelle sur le contrôle des armes à feu.

Il est absolument essentiel que nous ayons ces données avant que n'ait lieu à la Chambre le débat à l'étape du rapport.

**M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je suis persuadé que le député comprendra qu'il est difficile d'obtenir les renseignements qu'il a demandés puisqu'ils viennent de sources de toutes provenances au Canada.

Je sais que les fonctionnaires qui sont chargés de préparer la réponse travaillent sans relâche depuis que le député l'a inscrite

## Les crédits

au *Feuilleton*. Je suis convaincu qu'il me sera bientôt possible de fournir une réponse au député.

**Le vice-président:** Les députés sont-ils d'accord pour que les autres questions restent au *Feuilleton*?

**M. Breitzkreuz:** J'ai besoin de ce renseignement d'ici jeudi.

**Le vice-président:** Je suis sûr que le secrétaire parlementaire a entendu.

**M. Milliken:** Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

**Le vice-président:** Est-ce d'accord?

**Des voix:** D'accord.

\* \* \*

## DEMANDES DE DOCUMENTS

**M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je demande que toutes les motions portant production de documents soient reportées.

**Le vice-président:** Est-ce d'accord?

**Des voix:** D'accord.

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Français]

## LES CRÉDITS

## JOUR DÉSIGNÉ—LE BUDGET DES DÉPENSES PRINCIPAL

La Chambre passe à l'étude des motions portant adoption du Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996.

**Le vice-président:** Aujourd'hui étant le dernier jour désigné pour la période des subsides se terminant le 31 mars 1996, la Chambre procédera comme d'habitude à l'étude et à l'adoption d'un projet de loi des subsides.

Vu les récentes pratiques, les honorables députés sont-ils d'accord pour que l'on distribue maintenant ce projet de loi?

**Des voix:** D'accord.

[Traduction]

**L'hon. Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure, Lib.)** propose:

Motion n° 1

Que le crédit 10, au montant de 1 329 481 000 \$ sous la rubrique Développement des ressources humaines—Emploi et Immigration—Programme d'emploi et d'assurance—Subventions et contributions, du Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996 (moins les sommes votées au titre de crédits provisoires), soit agréé.

—Monsieur le Président, il serait de rigueur que je reste à la Chambre, après avoir fait mes observations sur cette question, pour entendre les réactions de l'opposition, mais, comme je dois assister à une autre réunion, je devrai quitter après avoir présenté mon exposé et répondu aux questions et aux observations.